

Publié le 17 février 2009

Lyon Confluence : une décontamination systématique

La Spla Lyon Confluence est en charge de l'aménagement de 150 hectares au Sud de la presqu'île entre Saône et Rhône, pour étendre le centre ville historique de Lyon. Depuis le XIXe siècle, 7 000 habitants vivent sur 50 % de ce territoire, l'autre moitié est constituée de friches industrielles, logistiques et portuaires. La société a choisi d'assumer complètement son aménagement. Pour changer les usages et pratiques industrielles du XIXe siècle, Lyon Confluence traite les contaminations de l'ensemble des sols.



« La question à laquelle a été confrontée la Spla Lyon Confluence pour le projet d'aménagement de la presqu'île de Lyon est la suivante : que peut-on accepter en tant que contamination ? » explique Maxime Valentin, chef de projet de la Spla. La réponse est claire : « Nous avons choisi d'assumer entièrement notre rôle d'aménageur ».

La Spla a réalisé une étude des risques pour la totalité du terrain, avec un bureau d'études lyonnais. Validée par L'INERIS et le BRGM, l'étude a établi une hiérarchie des produits polluants. « En nous appuyant sur différentes études historiques des sites et sur les informations délivrées par Basias et Basol (voir [article de présentation](#)), nous avons pu répertorier les types de contamination qu'on pouvait rencontrer (en majorité hydrocarbures). Nous avons ensuite défini un seuil de contamination acceptable, sur la base de ce qu'un individu vivant sur place pendant soixante-dix ans peut tolérer. » Enfin, un seuil selon l'occupation des sols : pour une voirie, on accepte une présence de 50 % de contamination alors que, pour une surface de prairie, toute contamination est rejetée. « Notre première mission est de valoriser ces terres dans le cadre du développement durable » reconnaît Maxime Valentin.

Les hot spots (campagnes de sondage) aboutirent à différents traitements, selon la nature de la

pollution. Par exemple, la désorption thermique des terres évacuées qui, une fois brûlées, sont valorisées comme sable. Ou bien le confinement qui permet de réutiliser les terres sur le site. Enfin, il existe plusieurs techniques pour dégrader les pollutions. Par ailleurs, le traitement des eaux conduit à la surveillance des nappes phréatiques. Un an après cette première campagne de hot spots, ont été entrepris, lors des terrassements, la gestion et l'analyse de terres excavées qui se font, de préférence, sur place.

Jusqu'à l'expérience de Lyon Confluence, qui a conduit à un décret fin 2007, la législation ne prenait pas en charge l'évacuation des terres du territoire. Et il revient aux Entreprises publiques locales (Sem et Spla) de trouver, avec la DRIRE, des filières d'évacuation agréées par l'Etat.

L'expérience a développé une économie locale. « Industries et entreprises s'organisent autour du projet de Lyon Confluence. Une entreprise lyonnaise a, par exemple, fait venir un four pour répondre à nos besoins spécifiques. Grâce à ces initiatives, nos coûts de dépollution se réduisent. »

Par Marie-Anne RAMAZZINA